

**sid**

société  
d'investissement  
desjardins

**RAPPORT ANNUEL  
1980**



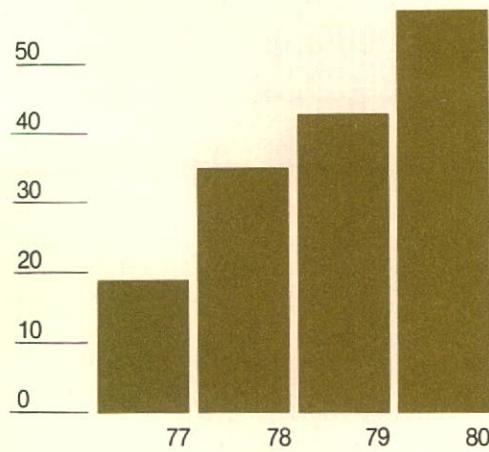
une institution du mouvement desjardins



# ÉVOLUTION DE NOS ACTIVITÉS

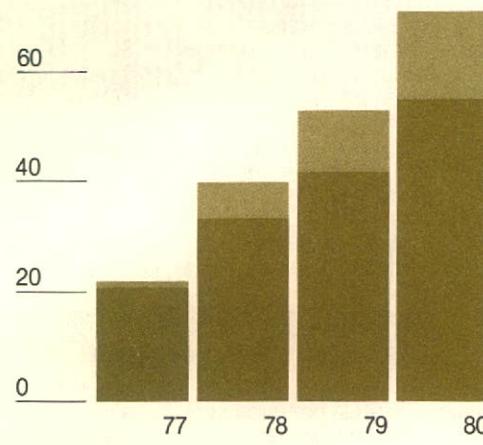
## Investissements

à la valeur de consolidation au 31 décembre  
(en millions de \$)



## Avoir des actionnaires

consolidé au 31 décembre  
(en millions de \$)



Bénéfices non répartis

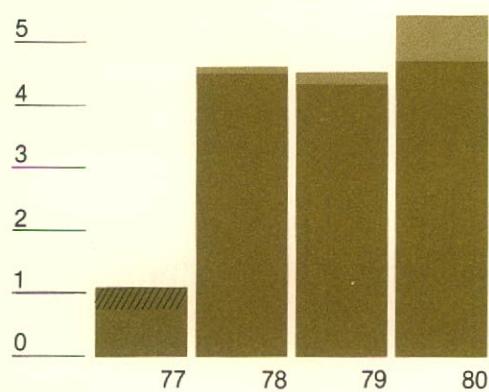


Capital-actions et surplus d'apport



## Bénéfice net

consolidé  
exercices terminés le 31 décembre  
(en millions de \$)



Postes extraordinaires



Postes extraordinaires négatifs



Bénéfice avant postes extraordinaires



## TABLE DES MATIÈRES

Évolution de nos activités	1
Message du président	2
Conseil d'administration	3
Rapport du vice-président directeur général	4
Direction	5
États financiers consolidés	6
SID stimulateur d'emplois	13
Nos actionnaires, nos partenaires	14
Chacun de nos partenaires	16

## MESSAGE DU PRÉSIDENT



Guy Bernier  
Président

L'évolution de la situation économique canadienne en 1980 ne peut manquer de nous laisser perplexes au moment où l'on entre dans cette nouvelle décennie. Les taux d'intérêts ont atteint des niveaux records au Canada, ce qui a rendu très onéreux tant le financement des opérations commerciales et industrielles, que le financement des projets de développement. Il est donc peu surprenant de constater que la croissance du produit national brut, en termes réels, aura été à peu près nulle en 1980, alors que le potentiel de croissance canadien se situe aux environs de 4% l'an.

Ce ralentissement économique marqué a été provoqué en bonne partie par une politique monétaire qui visait à contrôler l'inflation et à soutenir notre dollar. Or, les prix ont augmenté à un rythme plus rapide l'an passé qu'ils ne l'avaient fait en 1979, alors que le taux d'augmentation des prix à la consommation a atteint 10,1% par rapport à un taux moyen de 9,1% l'année précédente. Pour sa part, notre dollar est demeuré faible par rapport au dollar américain et, récemment, il plongeait même sous le niveau de 0,83 \$ américain.

En ce début de 1981, l'inflation semble vouloir prendre encore plus d'ampleur; parmi les principales composantes de l'indice des prix à la consommation, la nourriture et le transport ont enregistré des hausses de 13,6% et de 16,2% respectivement au cours des douze mois se terminant le 31 janvier 1981. Au moment où j'écris ce message, il semble assuré que l'Alberta diminuera volontairement de 60 000 barils par jour sa production de pétrole à compter du mois de mars et que d'autres ralentissements de production suivront si cette province n'obtient pas les hausses de prix qu'elle demande. Il faudra donc importer graduellement plus de pétrole de l'étranger au prix mondial, ce qui ne manquera pas, non seulement d'augmenter la pression sur les prix, mais aussi d'affecter le dollar canadien.

On est en droit de se demander si la médication prescrite par les autorités monétaires pour guérir l'inflation est la bonne. Les hausses de prix que nous connaissons, en particulier au niveau des aliments et du pétrole, ne sont pas dues à une surchauffe de l'économie ni à un niveau excessif de la demande. Il est donc peu surprenant qu'une politique monétaire restrictive, assortie de taux d'intérêts très élevés, n'ait pas réussi à modérer la progression accélérée de l'inflation en 1980; elle ne réussira probablement pas plus l'exploit en 1981. Par contre, cette politique a eu un effet de freinage sur la croissance des entreprises canadiennes en provoquant un ralentissement de la demande intérieure de biens et services et en décourageant, en quelque sorte, les nouveaux investissements dans la plupart des secteurs.

C'est sans doute en période de ralentissement économique que la contribution de SID au développement industriel du Québec peut être la plus précieuse, alors que des niveaux de profits plus modestes ne permettent pas tout l'auto-financement nécessaire aux projets d'expansion des entreprises. En injectant des nouveaux capitaux dans des entreprises dynamiques, SID aide celles-ci à se développer plus rapidement et à prendre une position prépondérante dans leur industrie.

Pour poursuivre son action, SID a obtenu en 1980 près de 3 millions \$ de nouveau capital auprès des Fédérations et Institutions du Mouvement Desjardins. SID a aussi été très heureuse d'accueillir un nouvel actionnaire au cours de l'année. En effet, la Caisse de dépôt et placement du Québec a investi 10 millions \$ dans notre Société pour une participation qui représentait, en fin d'année, environ 15% des actions ordinaires en cours. Par cet investissement, la Caisse de dépôt a démontré qu'elle s'identifiait à la mission de SID, qui est de favoriser le développement de l'industrie au Québec, et qu'elle supportait de façon concrète le Mouvement Desjardins et l'administration de SID dans la réalisation de cette mission. La Caisse de dépôt a bien indiqué cependant, qu'elle ne voulait pas se substituer aux actionnaires, membres du Mouvement Desjardins, dans le plan de financement de leur société d'investissement, mais que, par son investissement, elle voulait plutôt ajouter au potentiel de SID de participer activement au développement d'entreprises industrielles québécoises.

## **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

En 1981, SID demande à ses actionnaires du Mouvement Desjardins de souscrire 12 millions \$ de nouveau capital; cette demande s'inscrit dans le plan de financement de 1979 qui prévoyait que SID augmenterait sa capitalisation sur une période de cinq ans jusqu'à 95 millions \$, soit 1% des actifs du Mouvement Desjardins au 31 décembre 1978. Nous espérons que les actionnaires de SID sont fiers des réalisations de leur société d'investissement et que notre action dans le développement de l'économie québécoise commence à avoir des retombées positives dans tout le Mouvement Desjardins.

Au cours de l'année 1980, SID a continué d'étendre son portefeuille d'investissements. Vous trouverez dans le rapport du vice-président directeur général plus de détails concernant nos nouvelles participations. Pour ma part, je voudrais attirer l'attention sur le fait que SID a consolidé sa position dans le transport aérien régional en augmentant de 21% à 31% sa participation dans le capital de Quebecair et en acquérant 13% des actions de Nordair Ltée. Le dossier Quebecair-Nordair a fait couler beaucoup d'encre en 1980. Aussi, je tiens à réitérer que l'objectif de SID dans ce dossier est la rationalisation du transport aérien régional dans l'est du Canada et en particulier au Québec. C'est un travail de longue haleine qui a impliqué, dans un premier temps, une réorganisation de Quebecair et qui vise éventuellement l'intégration de nos deux transporteurs régionaux. L'objectif de cette intégration est d'assurer aux populations régionales un service qui réponde à leurs besoins. Or, l'extraordinaire augmentation des coûts dans cette industrie nécessite une rationalisation optimum des opérations, sinon les risques sont grands que ce service essentiel devienne trop onéreux ou ne soit plus disponible dans certaines régions. Nous espérons que toutes les parties intéressées dans ce dossier accepteront les compromis nécessaires à la réalisation de cet objectif d'intégration.

Malgré une conjoncture difficile en 1980, les entreprises avec lesquelles nous sommes associés ont connu de bons résultats, comme en témoignent d'ailleurs nos résultats consolidés. Je profite de l'occasion pour remercier le personnel de SID et pour rendre hommage aux dirigeants et à tous les employés de ces entreprises qui constituent parmi les éléments les plus dynamiques du secteur industriel québécois.

Le président



Le 3 mars 1981

**Guy Bernier, président**

Président, Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

**Jean-Marie Ouellet, vice-président**

Président, Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec

**A. Hervé Hébert, secrétaire-trésorier**

Président, Fiducie du Québec

**G. Roger Roy**

Président, Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie

**Raymond Audet**

Directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des îles

**Wesley Hogg**

Directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent

**Oscar Mercure**

Président, Assurance-Vie Desjardins

**Camille Dagenais**

Président du conseil et chef de la direction, Groupe SNC

**Jean-Marie Raymond**

Président et directeur général LaSalle Tricot Limitée

**Marcel Marcotte**

Directeur, Caisse populaire de Portneuf

**Raymond Lacourse**

Directeur du département des investissements en actions Caisse de dépôt et placement du Québec

## **RAPPORT DU VICE-PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL**



Paul Gauthier  
Vice-président  
directeur général

Les données financières de Société d'investissement Desjardins reflètent les résultats des différentes compagnies auxquelles nous sommes associés, et ce à des degrés divers car l'influence de leurs résultats respectifs sur les nôtres est fonction du pourcentage de participation que nous détenons dans chacune d'elles. Dans une autre section de notre rapport annuel, chacun de nos partenaires présente d'une façon très succincte ses résultats ainsi que les faits saillants de ses opérations de l'année 1980. À la lecture de ces commentaires, on perçoit que plusieurs de nos partenaires ont subi le plein impact d'une année qui aura constitué le creux du présent cycle économique. Un des secteurs les plus touchés a sans doute été celui du transport et, par ricochet, celui de la fabrication de remorques de camions. Les domaines reliés de près ou de loin à la construction ont également connu une autre année difficile. Comme nous sommes associés avec plusieurs entreprises oeuvrant dans ces domaines, nos résultats n'ont pu qu'être affectés par l'aspect cyclique de ces industries.

Compte tenu de ces circonstances, nous sommes particulièrement heureux de pouvoir montrer une modeste amélioration de nos résultats d'opération ainsi qu'une augmentation de la valeur aux livres des actions de SID, et ce malgré le facteur de dilution découlant d'une forte augmentation du nombre de nos actions en circulation. Ces résultats, obtenus dans une conjoncture difficile, laissent entrevoir l'excellent potentiel de notre portefeuille d'investissements.

### **BILAN**

L'actif consolidé de SID a atteint 222 millions \$ à la fin de l'année 1980, soit une croissance importante par rapport au niveau de 178 millions \$ atteint l'année précédente. Cette croissance de près de 25% est attribuable à l'augmentation importante du portefeuille de prêts de Crédit Industriel Desjardins Inc., à la croissance des actifs à court terme et des immobilisations de Culinar Inc., ainsi qu'aux nouveaux investissements de SID effectués en 1980.

Parmi ces nouveaux investissements, il faut tout d'abord souligner l'acquisition d'un bloc représentant 22% des actions de Corporation Provost Ltée, une compagnie spécialisée dans le transport en vrac qui regroupe plusieurs filiales opérant dans tout le Québec, dans la plupart des grands centres canadiens et dans vingt-deux états américains. Cette compagnie possède également une importante filiale qui se spécialise dans le transport par hélicoptère. Un autre investissement nous a permis d'acquérir 22% des actions de Industech Inc., une compagnie de Victoriaville qui fabrique des accessoires de déneigement, des épandeurs et qui a développé un nouveau concept de benne à ordures présentement dans sa phase de commercialisation. Dans les deux cas, ces investissements ont consisté en une injection très importante de nouveaux capitaux pour aider ces entreprises à accélérer leur processus d'expansion. Dans son message, notre président a commenté notre acquisition d'un bloc d'actions de Nordair Ltée, ainsi que l'augmentation de notre position dans Quebecair. Ajoutons qu'au cours de 1980, nous avons aussi accru notre position dans Canam Manac Inc., Culinar Inc. et Corporation de Gestion La Vérendrye.

En 1980, SID a émis 108 836 nouvelles actions ordinaires, dont 77 149 à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les Fédérations et Institutions membres du Mouvement Desjardins ont acquis 17 772 nouvelles actions ordinaires de SID et en ont obtenu 13 915 supplémentaires suite au rappel de toutes les actions privilégiées de SID et à l'émission de nouvelles actions ordinaires en contrepartie. Notons que suite à un amendement à la Loi de La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, loi qui régit Société d'investissement Desjardins, cette dernière a pu transformer son capital-actions autorisé de façon à remplacer les actions ordinaires classe A (votantes) et classe B (non-votantes) par une seule catégorie d'actions ordinaires votantes sans valeur nominale. C'est ainsi qu'à la fin de 1980, SID avait en circulation 504 944 actions ordinaires sans valeur nominale et que l'avoir des actionnaires atteignait 70,6 millions \$. Malgré une augmentation de 27% du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation, la valeur aux livres par action est passée de 129,62 \$ à la fin de 1979 à 139,79 \$ à la fin de 1980.

## DIRECTION

### RÉSULTATS D'OPÉRATION

Au cours de l'année 1980, le bénéfice brut d'exploitation a totalisé 39,0 millions \$ par rapport à 28,1 millions \$ l'année précédente. Le bénéfice d'exploitation, après les frais financiers, généraux et d'administration s'est établi à 11,3 millions \$ par rapport à 7,1 millions \$ en 1979; quant à notre quote-part dans les résultats nets des compagnies satellites, elle se limitait à 0,9 million \$ en 1980, contre 1,9 million \$ l'année précédente. Le bénéfice avant postes extraordinaires ressort à 4,8 millions \$ par rapport à 4,3 millions \$ l'an passé, alors que le bénéfice net de l'exercice totalise 5,4 millions \$ en regard de 4,5 millions \$ l'année précédente.

Le bénéfice par action avant postes extraordinaires représente 11,55 \$ en 1980 par rapport à 12,06 \$ en 1979; après postes extraordinaires, il ressort à 13,14 \$ par rapport à 12,58 \$ l'année précédente. Cette stabilisation de nos bénéfices par action, alors que nos bénéfices nets ont augmenté en 1980, s'explique par l'importante dilution de notre capital, le nombre de nos actions en circulation passant de 396 108 en 1979 à 504 944 en 1980.

### PERSPECTIVES 1981

Au cours de la dernière année, plusieurs de nos partenaires ont procédé à des acquisitions qui devraient bonifier leurs revenus au cours de la prochaine année. De plus, certains facteurs spéciaux que nous pouvons d'ores et déjà identifier devraient contribuer à une hausse intéressante de nos revenus consolidés. Nous sommes heureux de pouvoir montrer des résultats somme toute satisfaisants pour 1980, compte tenu du ralentissement majeur qu'a connu l'économie canadienne, et nous sommes convaincus que, dans l'ensemble, les compagnies auxquelles nous sommes associés sont en excellente position pour tirer avantage d'une conjoncture qui s'annonce un peu plus favorable en 1981.

Le vice-président directeur général



Le 3 mars 1981

**Guy Bernier, président**

**Paul Gauthier, vice-président**  
**directeur général**

**Serge Riopel, vice-président**  
Service d'analyses et d'investissements

**Raymond Gagné, vice-président**  
Services corporatifs

**Gilles P. Grenier, vice-président**  
Service administration et finances

**Micheline Corriveau, secrétaire-adjoint**

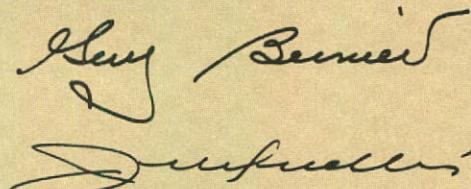
**Réjean Brunelle, trésorier-adjoint**

# BILAN CONSOLIDÉ

31 décembre 1980

ACTIF	1980	1979
<b>Court terme</b>		
Encaisse	<b>1 884 388 \$</b>	698 163 \$
Billets et dépôts à terme	<b>4 750 536</b>	4 240 000
Débiteurs (note 4)	<b>17 225 081</b>	13 218 751
Stocks (note 1b)	<b>9 091 130</b>	10 185 655
Frais payés d'avance	<b>1 141 392</b>	1 005 245
Montant encaissable au cours du prochain exercice sur les prêts à long terme	<b>10 857 444</b>	8 152 537
	<b>44 949 971</b>	37 500 351
<b>Prêts à long terme et autres créances</b>	<b>108 528 574</b>	89 263 511
<b>Obligations</b> (note 5)	<b>4 706 925</b>	—
<b>Participations permanentes</b> (note 6)	<b>30 077 251</b>	18 485 540
<b>Immobilisations</b> (note 7)	<b>27 926 194</b>	25 353 450
<b>Autres valeurs actives</b> (note 8)	<b>5 965 835</b>	7 204 193
	<b>222 154 750 \$</b>	177 807 045 \$
<hr/>		
<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
<b>Court terme</b>		
Emprunt bancaire	<b>7 012 800 \$</b>	11 695 700 \$
Billets à court terme	<b>2 975 000</b>	—
Comptes à payer et autres dettes courues	<b>17 177 632</b>	16 080 616
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	<b>10 248 023</b>	423 451
	<b>37 413 455</b>	28 199 767
<b>Dette à long terme</b> (note 9)	<b>95 273 462</b>	81 016 681
<b>Impôts sur le revenu reportés</b>	<b>3 693 000</b>	2 890 000
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>15 188 578</b>	13 165 709
	<b>151 568 495</b>	125 272 157
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 10)	<b>52 779 500</b>	40 766 500
Surplus d'apport	<b>2 078 376</b>	1 139 807
Bénéfices non répartis	<b>15 728 379</b>	10 628 581
	<b>70 586 255</b>	52 534 888
	<b>222 154 750 \$</b>	177 807 045 \$

Au nom du conseil d'administration



Administrateurs

## **SURPLUS D'APPORT CONSOLIDÉ**

Exercice terminé le 31 décembre 1980

	<b>1980</b>	1979
<b>Surplus d'apport au début de l'exercice</b>	<b>1 139 807 \$</b>	19 770 \$
Prime à l'émission d'actions ordinaires	938 569	1 120 037
<b>Surplus d'apport à la fin de l'exercice</b>	<b>2 078 376 \$</b>	1 139 807 \$

## **BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 décembre 1980

	<b>1980</b>	1979
<b>Bénéfices non répartis au début de l'exercice</b>		
Solde déjà établi	10 593 027 \$	6 582 079 \$
Redressement relatif aux exercices antérieurs (note 11)	35 554	35 554
Solde redressé	10 628 581	6 617 633
Bénéfice net de l'exercice	5 404 313	4 513 592
	<b>16 032 894</b>	11 131 225
Dividendes — actions ordinaires	—	495 276
Dividendes — actions privilégiées	126 315	—
	<b>15 906 579</b>	10 635 949
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	254 800	129 654
	<b>15 651 779</b>	10 506 295
Remboursement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	76 600	122 286
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>15 728 379 \$</b>	10 628 581 \$

# RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 décembre 1980

	1980	1979
<b>Revenus bruts d'exploitation</b> (note 12)	<b>177 613 296 \$</b>	139 640 600 \$
<b>Coût des ventes et autres frais</b>	<b>138 574 257</b>	111 515 630
<b>Bénéfice brut d'exploitation</b>	<b>39 039 039</b>	28 124 970
<b>Frais financiers et d'exploitation</b>		
Intérêts sur emprunts à long terme	<b>9 831 569</b>	6 356 380
Intérêts sur emprunts à court terme	<b>2 032 919</b>	1 497 262
Frais généraux et d'administration	<b>11 432 949</b>	9 600 263
Frais de recherche et de développement (incluant l'amortissement de 135 000 \$ en 1980 et de 37 700 \$ en 1979)	<b>921 555</b>	675 185
Amortissement des immobilisations	<b>3 195 393</b>	2 491 808
Amortissement de l'excédent du coût des actions des filiales sur les valeurs comptables	<b>359 465</b>	357 275
	<b>27 773 850</b>	20 978 173
<b>Bénéfice d'exploitation avant revenus de participations permanentes</b>	<b>11 265 189</b>	7 146 797
Quote-part de la Société dans les résultats nets de compagnies satellites	<b>929 924</b>	1 895 523
<b>Bénéfice avant impôts, intérêts minoritaires et postes extraordinaires</b>	<b>12 195 113</b>	9 042 320
<b>Impôts sur le revenu</b>		
Avantage fiscal découlant du report de pertes d'exercices antérieurs	<b>45 126</b>	—
Exigibles	<b>3 637 700</b>	3 178 475
Reportés	<b>803 000</b>	(592 475)
	<b>4 485 826</b>	2 586 000
<b>Bénéfice avant intérêts minoritaires et postes extraordinaires</b>	<b>7 709 287</b>	6 456 320
Intérêts minoritaires	<b>2 940 628</b>	2 127 319
<b>Bénéfice avant postes extraordinaires</b>	<b>4 768 659</b>	4 329 001
<b>Postes extraordinaires</b> (note 13)	<b>635 654</b>	184 591
<b>Bénéfice net de l'exercice</b>	<b>5 404 313 \$</b>	4 513 592 \$
 <b>Bénéfice par action avant postes extraordinaires</b>	<b>11,55 \$</b>	12,06 \$
<b>Bénéfice net par action</b>	<b>13,14 \$</b>	12,58 \$

# ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Exercice terminé le 31 décembre 1980

	1980	1979
<b>PROVENANCE DES FONDS</b>		
<b>Fonds provenant de l'exploitation</b>		
Bénéfice avant postes extraordinaires	4 768 659 \$	4 329 001 \$
Postes ne comportant aucune rentrée et aucune sortie de fonds	6 201 738	3 086 459
	<b>10 970 397</b>	7 415 460
<b>Autres postes affectant le fonds de roulement</b>		
Réduction de l'impôt sur le revenu par suite du report des pertes des exercices antérieurs	123 000	—
Ventes d'immobilisations	244 250	204 742
Ventes de participations permanentes	9 500	—
Augmentation de la dette à long terme	25 467 500	26 017 567
Produit de vente d'éléments d'actif d'une filiale moins les impôts s'y rapportant	2 898 330	—
Émission d'actions aux intérêts minoritaires	90 450	76 286
Émission d'actions ordinaires classe B	2 302 769	7 711 737
Émission d'actions ordinaires sans valeur nominale	10 000 000	—
Émission d'actions ordinaires classe A	—	700
Émission d'actions privilégiées	—	1 155 700
	<b>52 106 196</b>	42 582 192
<b>Poste n'affectant pas le fonds de roulement</b>		
Émission d'actions privilégiées suite à la conversion d'un emprunt d'un actionnaire	648 800	—
	<b>52 754 996</b>	42 582 192
<b>UTILISATION DES FONDS</b>		
<b>Postes affectant le fonds de roulement</b>		
Déboursés nets sur prêts et autres actifs	19 265 063	22 237 546
Achats d'obligations	4 706 925	—
Achats de participations permanentes	10 578 307	3 735 989
Achats d'immobilisations	7 579 904	7 215 470
Augmentation d'autres éléments d'actifs	317 960	104 395
Diminution de la dette à long terme	10 561 919	1 959 378
Frais d'émission de la dette à long terme	—	98 283
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	539 527	468 980
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	275 944	134 222
Dividendes moins le remboursement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	44 715	369 239
Acquisition de filiales, déduction faite du fonds de roulement acquis	—	1 410 652
	<b>53 870 264</b>	37 734 154
<b>Poste n'affectant pas le fonds de roulement</b>		
Conversion d'un emprunt d'un actionnaire en actions privilégiées	648 800	—
	<b>54 519 064</b>	37 734 154
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DU FONDS DE ROULEMENT (1 764 068)</b>	<b>4 848 038</b>	
Fonds de roulement au début de l'exercice	9 300 584	4 452 546
<b>FONDS DE ROULEMENT À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>7 536 516 \$</b>	9 300 584 \$

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 1980

## 1. Principales pratiques comptables

### a) Principes suivis en vue de la consolidation

I) Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Société d'investissement Desjardins et des filiales Crédit Industriel Desjardins Inc. Culinar Inc. et ses filiales.

II) Les excédents du coût des actions de filiales sur les valeurs comptables aux dates d'achat sont amortis sur une période de 20 ans.

### b) Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur du marché. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif ou la méthode du coût moyen en utilisant les prix de revient complets. La valeur du marché équivaut au coût de remplacement en ce qui a trait aux matières premières et aux fournitures d'emballage et à la valeur nette probable de réalisation en ce qui a trait aux produits finis.

### c) Détermination des revenus bruts d'exploitation

Les revenus d'intérêts sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés suivant la méthode de l'intérêt simple calculé sur les soldes décroissants.

Les revenus de location-financement non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de la valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location-financement.

### d) Participations permanentes

Le coût des participations permanentes inclut les honoraires professionnels engagés spécifiquement pour l'acquisition de ces participations.

### e) Immobilisations

La Société a adopté la politique d'amortir les immobilisations pour améliorations locatives sur la durée des baux, et une filiale, celle d'amortir sur la durée économique prévue pour les actifs immobilisés. Les taux d'amortissement suivants ont été utilisés:

Immeubles	2,5%	Mobilier et équipement	20%
Machinerie et équipement	10%	Matériel roulant	20%

### f) Frais de développement reportés

Les frais de développement reportés sont amortis d'après la méthode de l'amortissement constant pendant une période de trois ans.

### g) Provision pour pertes

Les financements consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location-financement sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans la période. C'est aussi la politique d'établir une provision générale sur les financements et les contrats de location-financement en cours.

### h) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

### i) Conversion des devises étrangères

Les comptes d'une filiale de Culinar Inc. située aux États-Unis sont convertis en dollars canadiens de la façon suivante:

L'actif à court terme et le passif à court terme, au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice; tous les autres postes du bilan, au taux de change en vigueur à la date d'acquisition ou de transaction. Les revenus et les dépenses, au taux de change moyen de l'exercice. Aucun gain ou perte ne résulte de la conversion des devises étrangères au cours de l'exercice.

### j) Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu reportés sont attribuables à l'écart relatif à l'amortissement des frais de la dette ainsi qu'aux écarts relatifs aux revenus de location et à l'allocation du coût en capital.

Les crédits d'impôt fédéral et provincial à l'investissement sont comptabilisés en diminution de la provision pour impôts sur le revenu.

### 2. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la «Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec» et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies, Québec.

### 3. Subventions

a) Le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada a accordé à une filiale une subvention de 773 705 \$ dont le montant est établi selon le coût du projet d'agrandissement. Celle-ci est assujettie aux conditions stipulées dans l'offre acceptée par la filiale le 23 août 1978; ce montant est comptabilisé en diminution du coût du projet. Un montant de 517 111 \$ a été encaissé au cours de l'exercice.

b) En vertu d'offres d'aide faites par la Société de Développement Industriel du Québec, Culinar Inc. et certaines de ses filiales pourraient bénéficier pour la période se terminant en 1984 du remboursement d'une partie de leurs intérêts sur le financement jusqu'à concurrence de 1 435 000 \$. Au cours de l'exercice 1980, un montant de 380 385 \$ a été comptabilisé en diminution des intérêts sur la dette à long terme.

4. Débiteurs	1980	1979
Comptes à recevoir	14 870 557 \$	10 846 955 \$
Intérêts courus, à recevoir et autres actifs	1 823 800	1 319 304
Subventions à recevoir (note 3)	495 794	1 023 705
Impôts sur le revenu à recouvrer	—	28 787
Dividendes à recevoir	34 930	—
	17 225 081 \$	13 218 751 \$

Les comptes débiteurs et les stocks d'une filiale de Culinar Inc. au montant total de 4 337 516 \$ sont donnés en garantie des emprunts bancaires.

### 5. Obligations

Obligations	Valeur à la cote 1980	Coût 1980	1979
	1980	— \$	
Obligations	4 558 850 \$	4 706 925 \$	— \$

6. Participations permanentes	1980	1979
-------------------------------	------	------

a) Placements dans les compagnies satellites, à la valeur de consolidation	23 011 523 \$	15 891 786 \$
Les excédents du coût des actions de ces compagnies sur les valeurs comptables aux dates d'achat au montant de 7 493 877 \$ sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur une durée de 20 ans.		

### b) Placements de portefeuille, au coût

Titres cotés en bourse	6 990 528	2 589 754
Valeurs boursières au		
31 décembre 1980, 7 165 900 \$		
31 décembre 1979, 2 852 580 \$		
Quote-part de l'avoir net au		
31 décembre 1980, 8 363 164 \$		
31 décembre 1979, 2 791 509 \$		
Autres placements	75 200	4 000
	30 077 251 \$	18 485 540 \$

### 7. Immobilisations

Coût	Amortissement accumulé	Coût non amorti	
		1980	1979
Terrains	1 463 243 \$	— \$	1 463 243 \$
Immeubles	15 074 810	4 118 368	10 956 442
Machinerie et équipement	24 147 223	11 062 246	13 084 977
Mobilier et équipement	251 617	122 757	128 860
Matériel roulant	5 914 041	4 125 953	1 788 088
Améliorations locatives	577 056	72 472	504 584
	47 427 990 \$	19 501 796 \$	27 926 194 \$
			25 353 450 \$

<b>8. Autres valeurs actives</b>	<b>1980</b>	<b>1979</b>	<b>1980</b>	<b>1979</b>	
Excédents du coût des actions des filiales sur les valeurs comptables aux dates d'achat, au coût amorti	<b>4 274 328 \$</b>	6 033 486 \$	Sans intérêt, remboursable par versements mensuels égaux de 4 000 \$ et par un versement de 100 000 \$ en janvier 1984	<b>248 000 \$</b>	292 000 \$
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti	<b>1 346 008</b>	937 669	Emprunt hypothécaire, 8 1/2%, remboursable par versements mensuels de 255 \$ comprenant le capital et les intérêts (18 838 \$ E.U.)	<b>22 040</b>	22 967
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	—	45 126	Obligation découlant de contrats de location-acquisition (128 858 \$ E.U.)	<b>151 264</b>	212 684
Autres éléments d'actifs	<b>345 499</b>	187 912		<b>11 425 185</b>	11 384 032
	<b>5 965 835 \$</b>	7 204 193 \$			
<b>9. Dette à long terme</b>	<b>1980</b>	<b>1979</b>	<b>c) Crédit Industriel Desjardins Inc.</b>		
<b>a) Société d'investissement Desjardins</b>			Débentures, Série A, 10%, échéant le 15 février 1984	<b>9 818 000</b>	9 922 000
Débentures, Série A, 9%, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	<b>5 082 300 \$</b>	5 082 300 \$	Billets garantis		
Emprunt d'un actionnaire, 7%, échéant le 15 novembre 1980, convertible en 6 488 actions privilégiées	—	648 800	Série A, 10 1/4%, échéant le 15 décembre 1981	<b>9 035 000</b>	9 098 000
	<b>5 082 300</b>	5 731 100	Série B, 10 1/2%, échéant le 15 décembre 1986	<b>5 733 000</b>	5 750 000
<b>b) Culinar Inc.</b>			Série C, 9 1/2%, échéant le 15 juillet 1982	<b>4 986 000</b>	4 994 000
Débentures			Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	<b>4 941 000</b>	4 993 000
Série A, 8 1/2%, échéant de 1981 à 1983 inclusivement, garanties par le transport des actions détenues dans des filiales	<b>770 000</b>	990 000	Série E, 9 1/2%, échéant le 3 octobre 1983	<b>6 721 000</b>	6 788 000
Série B, 8 3/4%, échéant de 1984 à 1988 inclusivement, garanties par le transport des actions détenues dans des filiales	<b>1 800 000</b>	1 800 000	Série F, 10%, échéant le 3 octobre 1988	<b>2 780 000</b>	2 780 000
Avances bancaires et autres			Série G, taux variable, échéant le 31 décembre 1985	<b>10 000 000</b>	—
Au taux correspondant au coût d'emprunt du prêteur plus 1 1/2% pour les 24 premiers mois et plus 3 3/4% par la suite (12,30% au 31 décembre 1980), remboursable par versements annuels de 666 667 \$ à compter du 31 décembre 1982	<b>4 000 000</b>	4 000 000	Billets à court terme	<b>35 000 000</b>	20 000 000
Au taux interbancaire de Londres plus 5 1/8% (15 11/16% au 31 décembre 1980), remboursable par versements annuels irréguliers à compter de 1982, échéant en 1984 (573 382 \$ E.U.)	<b>669 653</b>	669 653		<b>89 014 000</b>	64 325 000
Au taux interbancaire de Londres plus 5 1/8% (15 11/16% au 31 décembre 1980), remboursable par versements semi-annuels irréguliers à compter de 1982, échéant en 1984 (2 226 618 \$ E.U.)	<b>2 605 143</b>	2 605 143	<b>Total consolidé</b>	<b>105 521 485</b>	81 440 132
Au taux de base plus 3 1/8% (20 3/4% au 31 décembre 1980), remboursable le 20 juin 1981 (600 000 \$ E.U.)	<b>701 500</b>	234 000	Versements échéant au cours du prochain exercice	<b>10 248 023</b>	423 451
Billets à payer				<b>95 273 462 \$</b>	81 016 681 \$
Sans intérêt, remboursable par versements irréguliers, échéant le 27 avril 1982	<b>457 585 \$</b>	557 585 \$	Les billets à court terme à payer, échéant en deçà d'un an, sont classés comme dette à long terme selon la durée des contrats de crédit à long terme, non garantis, conclus avec les banquiers de la filiale. Au 31 décembre 1980, ces crédits s'élèvent à 35 millions \$ dont 5 millions \$ échéant le 1 <sup>er</sup> avril 1982 et 30 millions \$ échéant le 1 <sup>er</sup> avril 1983.		
			Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des billets ainsi que les versements relatifs aux débentures, avances bancaires et emprunt hypothécaire s'établissent comme suit:		
	Exigences maximales des fonds de remboursement	Crédit Industriel Desjardins Inc.	Culinar Inc.	Total des échéances annuelles	
1981	<b>1 371 000 \$</b>	<b>9 035 000 \$</b>	<b>1 213 023 \$</b>	<b>10 248 023 \$</b>	
1982	<b>3 195 000</b>	<b>9 786 000</b>	<b>1 712 934</b>	<b>11 498 934</b>	
1983	<b>3 075 000</b>	<b>36 440 000</b>	<b>2 040 718</b>	<b>38 480 718</b>	
1984	<b>2 775 000</b>	<b>8 618 000</b>	<b>2 890 075</b>	<b>11 508 075</b>	
1985	<b>2 775 000</b>	—	<b>1 029 144</b>	<b>1 029 144</b>	
<b>10. Capital-actions</b>	<b>1980</b>	<b>1979</b>			
Autorisé					
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale	<b>Illimité \$</b>	— \$			
400 000 actions privilégiées, 10 000 actions ordinaires classe A, 590 000 actions ordinaires classe B	— \$	100 000 000 \$			

	1980	1979
<b>Émis et payé</b>		
504 944 actions ordinaires	<b>52 779 500 \$</b>	— \$
11 557 actions privilégiées, 478 actions ordinaires classe A et 395 630 actions ordinaires classe B	—	40 766 500
	<b>52 779 500 \$</b>	40 766 500 \$

**a)** 6 488 actions privilégiées ont été émises suite à la conversion d'un emprunt d'un actionnaire pour une considération globale de 648 800 \$.

**b)** 18 045 actions privilégiées ont été changées et converties en 13 915 actions ordinaires classe B pour un montant de 1 804 500 \$ dont une somme de 412 162 \$ a été portée au compte surplus d'apport.

**c)** 17 772 actions ordinaires classe B ont été émises pour une somme de 2 302 769 \$ dont un montant de 526 407 \$ a été porté au compte surplus d'apport.

**d)** Le projet de Loi numéro 192 sanctionné le 19 décembre 1980 modifiait le capital-actions de Société d'investissement Desjardins en désignant un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale. Les 478 actions ordinaires classe A et les 427 317 actions ordinaires classe B sont changées et converties en 427 795 actions ordinaires sans valeur nominale pour une considération globale de 42 779 500 \$. Subséquemment, 77 149 actions ordinaires sans valeur nominale ont été émises contre règlement en espèces de 10 000 000 \$.

#### 11. Redressement relatif aux exercices antérieurs

Une nouvelle classification relative à la taxe sur capital et place d'affaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1978 a permis à Société d'investissement Desjardins de récupérer un montant de 35 554 \$. Ce montant de 35 554 \$, se rapportant aux exercices antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1979, a été additionné au solde des bénéfices non répartis qui s'élevait, avant régularisation, à 6 582 079 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 1979 et le poste «Intérêts courus, à recevoir et autres actifs» a été régularisé du même montant.

<b>12. Revenus bruts d'exploitation</b>	1980	1979
Ventes	<b>161 929 233 \$</b>	128 997 671 \$
Intérêts sur financements	<b>13 372 735</b>	9 066 198
Dividendes	<b>779 299</b>	431 361
Revenus de location — financement	<b>181 367</b>	117 022
Autres revenus d'exploitation	<b>1 350 662</b>	1 028 348
	<b>177 613 296 \$</b>	139 640 600 \$

<b>13. Postes extraordinaires</b>	1980	1979
Radiation de l'excédent du coût des actions d'une filiale sur la valeur nette aux livres à la date d'acquisition déduction faite du profit net réalisé à la vente d'éléments d'actif de la filiale	<b>(261 280) \$</b>	— \$
Intérêts minoritaires	<b>124 802</b>	—
	<b>(136 478)</b>	—
Réduction de l'impôt sur le revenu par suite du report des pertes des exercices antérieurs	<b>123 000</b>	—
Quote-part de la Société dans les postes extraordinaires de compagnies satellites	<b>649 132</b>	184 591
	<b>635 654 \$</b>	184 591 \$

#### 14. Engagements

**a)** La Société garantit le remboursement d'un emprunt contracté par une compagnie satellite pour un montant de 1 333 440 \$ (1 152 000 \$ E.U.), remboursable en devises américaines. Au 31 décembre 1980, cet emprunt se chiffrait à 1 379 250 \$ en devises canadiennes.

**b)** Une filiale avait consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de 37 334 357 \$ dont 7 460 000 \$ était sujet à acceptation par les requérants.

**c)** Une filiale a signé des baux à long terme expirant à des dates différentes jusqu'en 1991. Les loyers annuels minimums totalisent 340 000 \$ en 1981, 409 000 \$ en 1982, 492 000 \$ en 1983, 503 000 \$ en 1984 et 1985, 454 000 \$ jusqu'en 1988 et 389 000 \$ par la suite.

**d)** Une filiale s'est engagée à maintenir en tout temps des marges de crédit bancaire non utilisées suffisantes pour couvrir le montant total des billets à court terme en circulation. Au 31 décembre 1980, ces marges de crédit totalisent pour cette filiale 49,3 millions \$ dont 35 millions \$ à long terme.

#### 15. Événements subséquents

**a)** Aux termes de contrats datés du 12 janvier 1981 et du 29 janvier 1981, la filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. a convenu de vendre à des institutions financières canadiennes qui ont convenu d'acheter, 10 millions \$ valeur nominale de billets garantis à taux variable, pour un terme de quinze ans, et 10 millions \$ valeur nominale de billets garantis à taux variable, pour un terme de cinq ans.

**b)** En vertu de la «Partie 1A» de la Loi des compagnies du Québec, la filiale Culinar Inc. a consenti à sa fusion en date du 1<sup>er</sup> janvier 1981 avec ses filiales à part entière: Produits Diamant Ltée, Lido Biscuit Clé Limitée, Vachon Inc. et Stuart Ltée. Le nom de la compagnie résultant de la fusion sera Culinar Inc.

**c)** La filiale Culinar Inc. a offert d'acheter toutes les actions émises et en circulation de Gestion Resto (1975) Inc. et cette offre a été acceptée le 19 février 1981. L'achat sera financé substantiellement à même le fonds de roulement.

**d)** Le 3 mars 1981, les administrateurs ont déclaré un dividende de 1,00 \$ par action payable le 31 mars 1981 aux actionnaires inscrits aux livres en date du 31 décembre 1980.

### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

#### Aux actionnaires de Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1980 ainsi que les états consolidés du surplus d'apport, des bénéfices non répartis, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification des états financiers de Société d'investissement Desjardins et de sa filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous nous en sommes remis à l'opinion des vérificateurs qui ont vérifié les états financiers de la filiale Culinar Inc. et des compagnies satellites.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Société, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1980 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

*Mark Louise Daya Morris*

Comptables agréés

Montréal, le 3 mars 1981

# SID STIMULATEUR D'EMPLOIS

Nos partenaires regroupaient 11 139 employés au 31 décembre 1980

## CÔTE NORD & NOUVEAU QUÉBEC 184

Corporation de Gestion	
La Vérendrye	16
Quebecair	168

## SAGUENAY & LAC ST-JEAN 125

Corporation Provost Ltée	18
Quebecair	10
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	97

## TROIS-RIVIÈRES 163

Crédit Industriel	
Desjardins Inc.	5
Culinar Inc.	6

Corporation de Gestion	
La Vérendrye	19
Industech Inc.	65
Corporation Provost Ltée	68

## NORD-OUEST 304

Culinar Inc.	8
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	290

Quebecair	6
-----------	---

## MONTRÉAL 4 641

Crédit Industriel	
Desjardins Inc.	30
Sico Inc.	334
Culinar Inc.	733
Canam Manac Inc.	560
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	595
Corporation	
Provost Ltée	784
Quebecair	761
Nordair Ltée	844

## CANTONS DE L'EST 23

Corporation de Gestion	
La Vérendrye	23

## QUÉBEC 3 547

Crédit Industriel	
Desjardins Inc.	8
Sico Inc.	170
Culinar Inc.	1 126

Canam Manac Inc.	1 582
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	489
Corporation Provost Ltée	147
Quebecair	25

## BAS ST-LAURENT & GASPÉSIE 212

Corporation Provost Ltée	56
Quebecair	21
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	135

## AUTRES PROVINCES CANADIENNES 1 493

Sico Inc.	68
Culinar Inc.	287
Canam Manac Inc.	36
Corporation de Gestion	
La Vérendrye	521
Corporation Provost Ltée	291
Quebecair	9
Nordair Ltée	281

## ÉTATS-UNIS 447

Sico Inc.	55
Culinar Inc.	255
Canam Manac Inc.	137

# **NOS ACTIONNAIRES, NOS PARTENAIRES**

et leurs principales filiales et divisions

**84,72%**  
**MOUVEMENT  
DES CAISSES  
POPULAIRES  
ET D'ÉCONOMIE  
DESJARDINS\***

**sid**

**15,28%**  
**CAISSE DE  
DÉPÔT ET  
PLACEMENT  
DU QUÉBEC**

**90% CRÉDIT INDUSTRIEL  
DESJARDINS INC.**

**49% SICO INC.**

- Peintures Industrielles Sico
- Peintures Commerciales Sico
- Papiers Peints Novax
- Nu-Brite Chemical Co. Inc.
- Peintures Crown Diamond Ltée

**31% QUEBECAIR**

- Les Ailes du Nord Ltée
- Air Fecteau Ltée
- Vacances Quebecair Inc.

**22% INDUSTECH INC.**

**16% CORPORATION DE  
GESTION LA VÉRENDRYE**

- Transport Brazeau Inc.
- Cross Canada Carrier Corporation
- A & H Express Lines (Canada) Limited
- P. Dickson Trucking Ltd
- Lane's Transport (Toronto) Ltd
- Salaberry Cartage Ltd
- Québec Aviation Ltée
- Tremblay Express Ltée
- Télé-Capitale Ltée
- Entreprises Télé-Capitale Ltée
- Télé-Capitale Unicorn Ltée
- Témisko Inc.

\* Nos actionnaires du Mouvement Desjardins au 31 décembre 1980 sont:  
**La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec** (0,10%);

**Fédérations des caisses populaires Desjardins:** de la Péninsule et des îles (1,30%), de la Naudière (3,00%), de Montréal et l'Ouest-du-Québec (32,32%), de l'Abitibi (0,89%),

---

**FILIALES****PLUS DE****50%****52% CULINAR INC.**

- Vachon Inc.
  - Stuart Ltée
  - Produits Diamant Ltée
  - Lido Biscuit Cie Limitée
  - Orchard Hill Farms, Inc.
- 

**SATELLITES****DE****20%****A****50%****34% CANAM MANAC INC.**

- Les Aciers Canam Inc.
- Canam Sales Corporation
- Manac Inc.
- Canam Hambro Structures Inc.
- Treco Inc.  
    Birchwood  
    Biltrite et Elite

**22% CORPORATION PROVOST LTÉE**

- Les Transports Provost Inc.
  - Brunswick Petroleum Transport Limited
  - Coastal Bulk Transport Limited
  - Quinnsway Transport Limited
  - Provost Industrial Tankers Limited
  - Les Hélicoptères La Vérendrye Inc.  
    Les Hélicoptères Les Ailes du Nord  
    Ltée
  - Transport Equipment Inc.
- 

**PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE****MOINS DE****20%****13% NORDAIR LTÉE**

- Treasure Tours (Canada) Ltd
  - Les Voyages Treasure Tours Inc.
- 

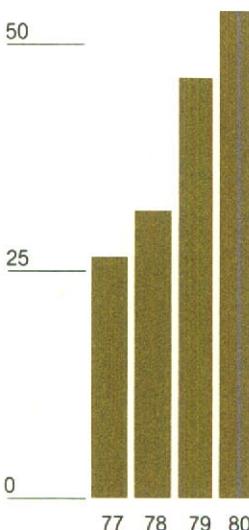
du Bas St-Laurent (2,46%), du Saguenay-Lac St-Jean (2,56%), de Richelieu-Yamaska (2,55%), de l'Estrie (3,65%), du Centre du Québec (9,28%), de Québec (21,52%);

**Institutions:** Assurance-Vie Desjardins (3,36%), Fiducie du Québec (0,10%), La Sauvegarde, compagnie d'assurance sur la vie (0,004%), Le Groupe Desjardins—assurances générales (1,63%).

# CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

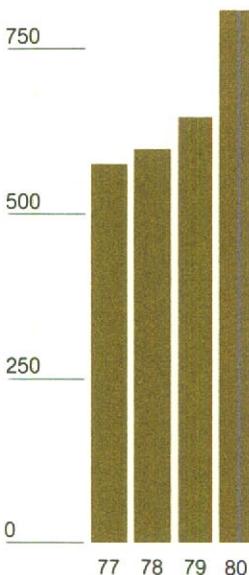
## FINANCEMENTS CONSENTE ET ACCEPTÉS

Exercices terminés le 31 décembre (en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés le 31 décembre (en milliers de \$)



Crédit Industriel Desjardins Inc., institution du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, a un rôle particulier de complémentarité à remplir de par sa fonction d'entreprise spécialisée, oeuvrant dans les domaines commercial et industriel.

L'année 1980, a clairement constitué une étape majeure dans le court historique de la Compagnie. Cette cinquième année complète d'activités fut significative et marquée par des résultats exceptionnels. La période difficile que nous traversons, caractérisée par la faiblesse de l'économie et les fluctuations importantes des taux d'intérêts, incite les dirigeants d'entreprises à s'interroger sur le cheminement probable de leur entreprise.

CID comme entreprise a subi les mêmes contrecoups que l'ensemble de l'économie nord-américaine. Pourtant le dynamisme et la productivité de son équipe lui ont permis de terminer l'année avec des résultats très satisfaisants. La vision optimiste que nous avions soulignée dans notre rapport 1979, fondée sur des réalisations passées, la fierté d'appartenance au milieu et le désir de réussite, ont été les agents moteurs de l'équipe, et nous avons pu atteindre les objectifs visés même si ceux-ci furent qualifiés d'audacieux par plusieurs.

Les résultats obtenus au cours des cinq dernières années, nous incitent à conserver cet optimisme pour les prochaines années.

Nous avons poussé plus loin la diversification de nos activités financières entreprise depuis quelques années déjà. Il est intéressant de souligner le souci constant de maintenir l'entreprise à l'avant garde. De plus en plus, CID s'affirme comme le chef de file du financement d'entreprises au Québec.

La vive concurrence existant dans notre industrie continue de s'intensifier, compte tenu de la présence accrue d'institutions canadiennes et étrangères, offrant des services financiers spécialisés à la PME, affectant ainsi la marge bénéficiaire.

Nous avons compensé cette réduction de la marge bénéficiaire par une efficacité opérationnelle accrue, un contrôle ferme des dépenses administratives, une gestion efficace de la dette et une saine gestion du risque.

Au cours de l'année, nous avons continué à recourir au marché public de capitaux pour financer l'expansion de nos activités. Nous sommes fiers de l'accueil réservé à nos émissions de titres à court et à long terme émis sur le marché public, démontrant ainsi que CID possède toute la crédibilité nécessaire pour financer l'expansion de son portefeuille de financements.

Le revenu net d'intérêt sur une base avant impôt s'est accru de 34,2% pour atteindre 4,09 millions \$ en 1980 et le bénéfice net a connu en 1980 une progression de 26,5% pour atteindre 804 726 \$ ou 15,10 \$ par action versus 11,82 \$ en 1979.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Financements et contrats de location nets	112 770	89 417
Autres actifs	3 477	1 091
Passif	102 967	77 671
Avoir des actionnaires	13 280	12 836

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

- \* **Raymond Blais**, Président  
Directeur général  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec
- \* **Henri-Paul Trudel**, Vice-président  
Directeur général  
Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec
- \* **Pierre Goyette**, Trésorier  
Vice-président aux finances  
Consolidated Bathurst Inc.
- Denis Frenière**, Secrétaire  
Directeur général  
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska
- \* **Gilles Handfield**, Vice-président exécutif  
Crédit Industriel Desjardins Inc.
- Jean-Paul Lapointe**  
Directeur général  
Caisse populaire de Charlesbourg
- Bernard Laroche**  
Directeur des services administratifs  
Les Pavillons Jeunesse (Joliette)

## Rosario Rainville

Administrateur, Fiducie du Québec

## Jean-Marie Raymond

Président et directeur général  
LaSalle Tricot Limitée

## \*Gilles Roch

Vice-président exécutif  
Banque Nationale du Canada

## Marcel Valiquette

Directeur, Caisse populaire Nativité d'Hochelaga  
\* membres du comité exécutif

## MEMBRES DE LA DIRECTION

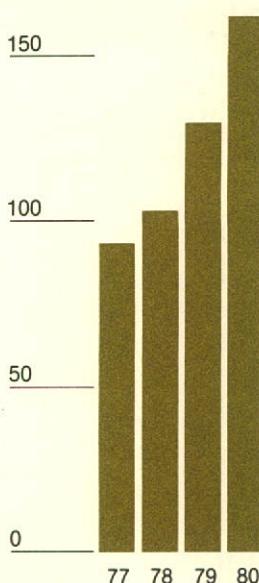
- Gilles Handfield**, Vice-président exécutif
- Richard Jacques**, Vice-président  
Finances et administration
- Richard Aubry**, Vice-président opérations
- Raymond Boulanger**, Directeur  
succursale Montréal Rive-Sud
- Jacques Brien**, Directeur, succursale Québec
- Paul Juneau**, Directeur, succursale Trois-Rivières
- Michel Morin**, Directeur, succursale Montréal-Laval
- Antoine A. Robert**, Directeur administratif
- Yves Sénecal**, Contrôleur

# CULINAR INC.

et ses filiales

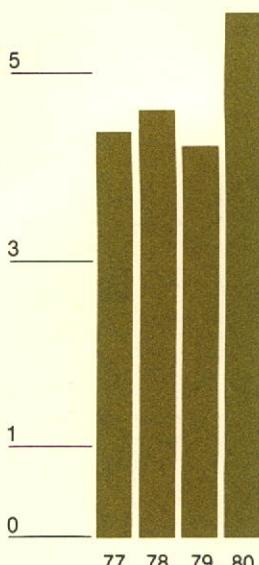
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



La société Culinar a réalisé en 1980 des bénéfices qui dépassent largement ceux de l'industrie alimentaire canadienne dans son ensemble, sans négliger pour autant ses objectifs à long terme de croissance, d'expansion et de diversification. Ses administrateurs sont très satisfaits de la performance de l'entreprise à ce jour, même s'ils appréhendent des conditions économiques encore plus difficiles au cours du prochain exercice.

L'indice le plus révélateur à cet égard est le rapport ventes/bénéfices du secteur alimentaire en général et de Culinar en particulier. La marge de profit sur les ventes des fabricants canadiens d'aliments et de boissons a fléchi de 7,6 pour cent depuis 1979; celle de Culinar augmentait, pendant la même période, de 11,7 pour cent. C'est dire que l'écart entre Culinar et ses concurrents, quant à la rentabilité, atteint presque vingt pour cent.

La hausse continue du prix des matières premières a quand même constitué, au cours des douze derniers mois, un important fardeau à porter. Les ventes consolidées des diverses composantes de la société ont atteint 162 millions \$, soit une augmentation de 26 pour cent par rapport à celles de 1979.

Constituée de cinq filiales, quatre canadiennes et une américaine, Culinar prête une attention particulière à la diversification de sa production et de ses marchés.

Soucieuse des nouvelles habitudes qui éloignent le consommateur des produits traditionnels à base de sucre, elle se tourne

notamment vers l'alimentation hors-foyer et les produits surgelés. En 1979, elle avait acquis Orchard Hill Farms, de New York, à la fois pour pénétrer le territoire lucratif du nord-est américain, et pour faire ses premières armes dans le secteur du surgelé. (Sa plus importante filiale, Vachon, planifiait en même temps une expansion vers l'ouest canadien et la Nouvelle-Angleterre.)

En 1980, cette politique s'est poursuivie. La direction de Culinar a négocié une acquisition particulièrement intéressante qui a porté fruit au tout début de 1981: il s'agit de Gestion Resto, entreprise qui exploite dans le secteur de la restauration rapide et spécialisée une cinquantaine de restaurants et comptoirs alimentaires au Québec.

Culinar a également donné suite à une décision prise au cours de l'exercice 1979 de céder sa division Lido Biscuit dont la rentabilité laissait à désirer.

Les filiales Vachon, Stuart et Les Aliments Vachon (Produits Diamant) ont toutes atteint ou surpassé les buts qu'elles s'étaient fixées. Seule la filiale américaine a dû affronter des problèmes internes plus sérieux et sa performance a quelque peu déçu les attentes de la société.

Culinar connaît depuis une décennie une croissance importante qu'il sera difficile de soutenir indéfiniment. En 1978, elle réalisait un chiffre d'affaires de 100 millions \$. Cette somme considérable sera vraisemblablement doublée au cours de l'exercice à venir. Par conséquent, on entend privilégier une gestion prudente et éclairée.

### au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	<b>29 509</b>	23 613
Passif à court terme	<b>17 601</b>	15 253
Fonds de roulement	<b>11 907</b>	8 360
Immobilisations nettes	<b>27 293</b>	24 710
Placements	<b>2 333</b>	2 294
Dette à long terme	<b>11 425</b>	11 384
Avoir des actionnaires	<b>29 001</b>	24 353

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

\* **Philippe Pariseault**, Président du conseil Directeur de la division de l'industrie laitière Coopérative Fédérée de Québec

\* **Paul Gauthier**  
Vice-président directeur général  
Société d'investissement Desjardins

\* **Leslie Jonas**  
Président-directeur général  
Aliments Delisle Ltée

**Pierre Leblanc, c.a.**  
Dessureault, Leblanc et associés

**Oscar Mercure, c.a.**  
Président, Assurance-Vie Desjardins

\* **Roger Néron**, Président-directeur général  
Culinar Inc.

### Guy Normandin

Président, Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

**Louis-Philippe Poulin**

Directeur général, Coopérative Fédérée de Québec

**Michel St-Pierre**

Directeur général adjoint, Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires (SOQUIA)

**Jean-Noël Domey**, Vice-président, finances et secrétaire-trésorier  
Culinar Inc.

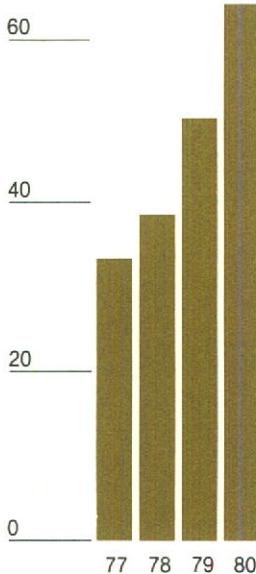
\* membres du comité exécutif

# SICO INC.

et ses filiales

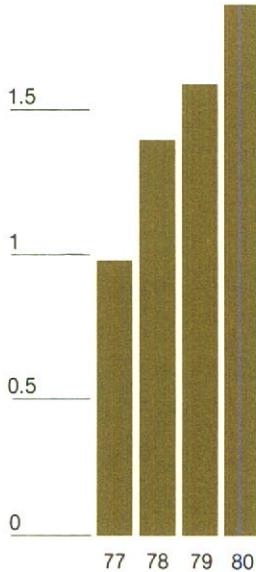
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



En dépit d'un contexte économique qui n'était pas des plus favorables, le Groupe Sico s'est distingué par une augmentation sensible de ses ventes consolidées de l'ordre de 13 586 200 \$ pour atteindre 63 169 400 \$. Le bénéfice net a suivi la même tendance et s'est élevé à 1 859 100 \$, soit 2,94% du chiffre d'affaires.

Afin de répondre aux besoins présents et futurs, Sico Inc. a investi en 1980 près de 3 000 000 \$ en vue de moderniser ses installations, d'agrandir ses bureaux à Longueuil et d'ajouter de l'équipement de laboratoire et de fabrication encore plus perfectionné.

Nous avons poursuivi notre expansion tant au Canada qu'en Nouvelle-Angleterre. À cet effet, nous avons fait l'acquisition de certains éléments d'actif, y compris la technologie spécialisée de M & T Chemicals Ltd à Hamilton en Ontario et d'Encoat Chemicals Limited à Ville St-Laurent au Québec; nous avons également acheté un immeuble adjacent à notre complexe industriel à Longueuil et loué un entrepôt moderne en banlieue de Boston. De plus, nous avons élaboré plusieurs programmes de marketing et de distribution, particulièrement dans le secteur du papier peint. Des exportations de peinture ont même été effectuées au Moyen-Orient.

La Division commerciale axera de nouveau cette année sa publicité sur la sicologie. Une campagne télévisée dynamique et riche en couleurs, accompagnée d'une chanson thème, des annonces dans les journaux et du matériel promotionnel particulièrement percutant appuieront efficacement nos ventes, tant pour les produits Sico que pour ceux de Crown Diamond. Les nouveaux procédés technologiques que la Division des finis industriels maîtrise, contribueront d'une manière significative à l'essor de ce secteur au cours des prochains mois et de la nouvelle décennie. La Division des papiers peints Novax, grâce à la réputation qu'elle s'est acquise pour la qualité de ses produits ainsi que pour leur variété, est au seuil d'une expansion panafricaine.

Encouragée par l'appui de ses collaborateurs et par des résultats aussi probants, la Direction, ayant comme objectif permanent d'accéder à de nouveaux sommets, poursuivra ses efforts afin de trouver d'autres initiatives susceptibles d'assurer un avenir toujours plus sain et prospère à tous les Sicologues et à la société en général.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	<b>22 346</b>	20 473
Passif à court terme	<b>12 829</b>	13 327
Fonds de roulement	<b>9 519</b>	7 146
Immobilisations nettes	<b>9 436</b>	6 684
Dette à long terme	<b>11 885</b>	7 143
Avoir des actionnaires	<b>7 069</b>	5 630

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Gilles C. Beauchamp**  
**Marcel Deslauriers**  
**Clément-P. Gauthier**  
**Paul Gauthier**  
**Jean-Paul Lortie**  
**Roger Nérin**  
**Paul Parent**

## OFFICIERS

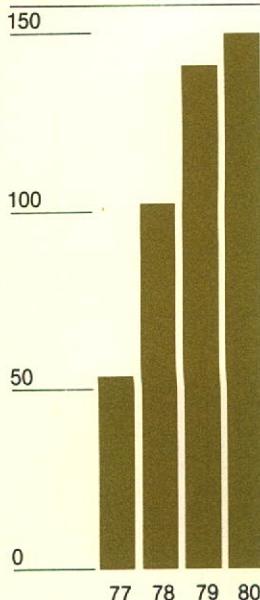
**Marcel Deslauriers**  
Président du conseil et chef de la direction  
**Jean-Paul Lortie**  
Président-directeur général  
**Gilles C. Beauchamp**  
Vice-président exécutif  
Division commerciale  
**André Maheux**  
Vice-président exécutif et directeur général adjoint  
**Paul Parent**  
Vice-président exécutif  
Division des finis industriels  
**André Maheux**  
Trésorier  
**Me Pierre LaRue**  
Secrétaire  
**Me Marc A. Parent**  
Co-secrétaire  
**Nicole Mercier**  
Secrétaire-adjointe

# CANAM MANAC INC.

et ses filiales

## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



La performance réalisée en 1980 par le groupe Canam Manac et ses filiales est intéressante en dépit de la récession qui a particulièrement affecté l'activité économique nord-américaine et internationale.

Les résultats démontrent que le chiffre d'affaires du groupe a atteint 150 millions \$, représentant une augmentation appréciable avec l'année précédente. De son côté, la masse salariale versée aux employés s'est élevée à 30 millions \$ au cours de la dernière année.

Dans l'ensemble, les entreprises du groupe Canam Manac ont augmenté leur chiffre de ventes et de profits, à l'exception de Treco qui a encouru des pertes d'opérations en 1980.

Le fait saillant de 1980 est, sans contredit, la signature en décembre dernier d'un contrat de 70 millions \$ ayant trait à la reconstruction de la ville sinistrée d'El Asnam en Algérie. L'obtention de ce contrat par Treco Inc., sur le marché international, a permis le rappel de plusieurs centaines d'employés au cours du dernier mois de l'année. À partir de cette date, les usines de

St-Romuald et St-Joseph-de-Beaute ont fonctionné à plein régime pour fabriquer les 1 784 unités résidentielles prévues au contrat. En plus, d'autres entreprises du groupe Canam Manac ont bénéficié de l'obtention de ce contrat en obtenant en sous-traitance la fabrication de certaines composantes.

D'autre part, le groupe Canam Manac a complété en septembre 1980 une transaction de l'ordre de 2,4 millions \$ permettant l'acquisition de la totalité des actions de Treco Inc. dont 38% étaient la propriété d'actionnaires minoritaires sur les marchés publics de Montréal et Toronto.

Les plus importantes retombées économiques engendrées par le contrat d'El Asnam seront enregistrées en 1981 pour Treco Inc. Quant aux autres filiales du groupe Canam Manac, les perspectives pour la présente année sont très intéressantes, les prévisions laissant entrevoir une majoration importante du chiffre d'affaires s'expliquant par l'augmentation naturelle des ventes et par l'acquisition éventuelle de nouvelles entreprises.

au 31 décembre, en milliers de \$	1980	1979
Immobilisations brutes	35 000	29 000
Actif total	102 000	95 000

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Donald Doyon**  
Président directeur général, Manac Inc.  
**Marcel Dutil**  
Président, Canam Manac Inc.  
**Denis Gagné**  
Vice-président, Canam Manac Inc.  
**Paul Gauthier**  
Vice-président directeur général  
Société d'investissement Desjardins  
**A. Hervé Hébert**  
Président, Fiducie du Québec  
**Charles Morency**  
Président, Marchands Ro-Na Inc.  
**Paul-André Quirion**  
Président et directeur général  
Les Aciers Canam Inc.  
**Guy Vachon**  
Vice-président directeur général  
Tréco Inc.

## OFFICIERS

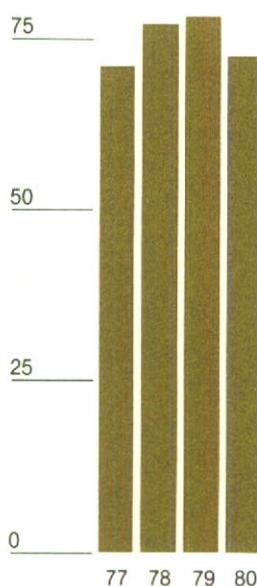
**Marcel Dutil**  
Président  
**Denis Gagné**  
Vice-président  
**Claude Guertin**  
Secrétaire  
**Donald Doyon**  
**Guy Vachon**

# QUEBECAIR

et ses filiales

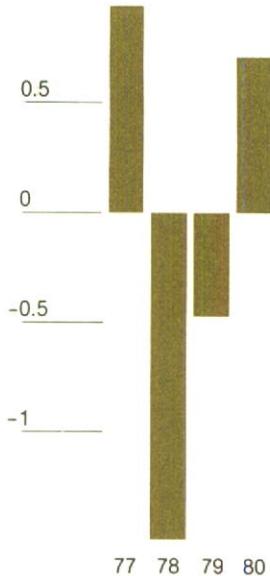
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



En 1980, le groupe Quebecair a continué de faire face à une conjoncture très difficile caractérisée par une accélération de la hausse des coûts d'exploitation et par une stagnation du nombre de passagers. Parmi l'ensemble de nos divisions, ce sont les opérations de vols cédulés domestiques qui ont connu les plus importants problèmes de rentabilisation. Exclusion faite de l'activité de nolisement long courrier, abandonnée en 1979, la valeur consolidée des ventes a connu une progression de 11,2% en 1980, atteignant plus de 69 millions \$.

1980 aura permis de jeter les bases d'un redressement; en effet, en plus de procéder à une réorganisation administrative et opérationnelle permettant de pratiquer une gestion plus précise, nous avons sensiblement amélioré notre produit au cours de l'année écoulée (régularité des vols, service à bord, accueil aux stations).

L'année 1980 a aussi marqué le désengagement partiel de Quebecair au niveau des opérations aériennes de 4<sup>ème</sup> niveau grâce au regroupement de sa filiale Air Fecteau Limitée avec Air LaSarre Ltée. Cette opération, supportée par le gouvernement du Québec, n'attend plus que l'approbation de la Commission des Transports du Canada.

L'année 1980 a été orientée vers une restructuration de la desserte des marchés par un nouveau partage entre Quebecair et sa filiale Les Ailes du Nord Ltée. Cette orientation se poursuivra en 1981 et permettra

à Quebecair d'opérer en réacté les routes les plus fréquentées et de disposer d'une capacité de développer de nouvelles routes ou marchés.

1980 a également vu la création de Vacances Quebecair qui se spécialise dans l'opération de vols à réservation anticipée vers la Floride et les Bahamas. Cette formule s'est révélée un franc succès et constitue une expérience type pour un nouvel axe de développement de Quebecair, lequel sera accentué en 1981.

1980 a été le départ d'une nouvelle étape dans la croissance de Quebecair, suite à l'audition de sa demande pour desservir le couloir Montréal-Toronto, demande qui fut exaucée par la CTC au début de 1981; quatre vols aller-retour par jour sont autorisés.

Enfin, au niveau de l'équipement, deux Boeing 737-200 avancés neufs ont été introduits en 1980, lesquels seront suivis de trois autres appareils de même type en 1981. Ainsi, 1981 devrait voir s'achever le renouvellement de la flotte d'appareils de Quebecair et l'extension de celle de Les Ailes du Nord Ltée à cinq ou six Hawker-Siddeley 748.

De nouvelles demandes de routes domestiques et transfrontalières seront déposées pour que, dès 1982, Quebecair puisse s'engager dans une nouvelle étape d'extension de ses activités, étape nécessaire à la constitution d'une entreprise de taille viable à long terme.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	18 329	17 170
Passif à court terme	20 469	20 106
Fonds de roulement	(2 140)	(2 936)
Immobilisations nettes	41 091	14 787
Dette à long terme	33 605	6 385
Avoir des actionnaires	2 982	2 561

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

- \***Guy Bernier**, Président du conseil
- \***Robert Provost**, Vice-président du conseil
- Raymond Audet**, Administrateur
- L.C. Webster**, Administrateur
- Me Lionel Chevrier, c.r.**, Administrateur
- S. Clarke**, Administrateur
- \***Paul Gauthier**, Administrateur
- Jean-Paul Provost**, Administrateur
- \***Alfred Hamel**, Administrateur
- Richard D. Champagne**, Administrateur
- \***J.S. Hermon**, Administrateur
- R.H. Webster**, Administrateur
- \* membres du comité exécutif

## OFFICIERS

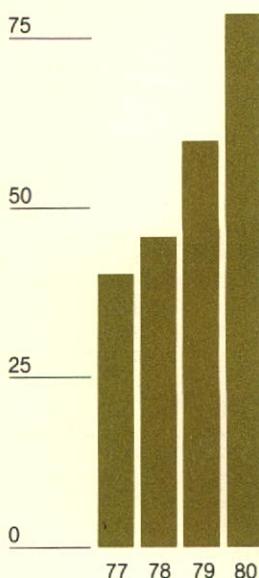
- Alfred Hamel**  
Président et chef de la direction
- Richard Champagne**  
Vice-président exécutif et directeur général
- Paul-Bertrand Goudreault**  
Vice-président Finance-Administration
- William Lacoursière**  
Vice-président Développement et Filiales
- J.W. Stants**  
Vice-président Opérations et Entretien
- André K. Baby**  
Secrétaire

# CORPORATION PROVOST LTÉE

et ses filiales

## REVENUS

Exercices terminés  
le 30 novembre  
(en millions de \$)



Malgré les conditions économiques difficiles qu'a connues l'Amérique du Nord au cours de l'année 1980, le groupe Provost, par ses efforts de pénétration de nouveaux marchés et par l'acquisition ou le lancement de nouvelles entreprises, a réussi à accroître ses revenus dans tous les secteurs d'activité où il évolue.

Le secteur du transport routier, le plus important au sein de l'organisation, n'a pas échappé aux pressions inflationnistes qui se sont répercutées au niveau des prix du carburant, du coût des salaires, des intérêts sur emprunts et du prix d'achat des équipements. Une stabilisation, sinon une légère diminution des volumes transportés dans l'industrie, a provoqué un certain fléchissement des tarifs de transport, ce qui, allié à l'accélération des coûts, a provoqué dans ce secteur d'activité une baisse dans sa rentabilité habituelle.

Au cours de l'année 1979, le groupe Provost avait décidé de diversifier ses activités par l'acquisition d'une entreprise oeuvrant dans le domaine du transport par hélicoptère. Durant l'année 1980, ce secteur d'activité fut étendu par l'acquisition d'une deuxième entreprise. Les résultats obtenus sont encourageants et permettent d'espérer une rentabilité intéressante pour l'avenir.

Au cours de l'année 1980, c'est avec enthousiasme que le groupe Provost a vu le Mouvement Desjardins, par le biais de Société d'investissement Desjardins, se joindre à lui par l'acquisition de 22% du capital-actions de Corporation Provost Ltée. Cette injection de capital a donné au groupe une force additionnelle qui lui permettra de poursuivre plus rapidement son expansion et sa diversification.

Malgré le spectre inflationniste qui semble vouloir persister, nous entrevoyons l'année 1981 avec optimisme. Les prévisions indiquent que les revenus continueront de s'accroître dans tous les secteurs d'activité et que la rentabilité obtenue en 1980 s'améliorera d'une façon sensible.

L'acquisition en 1981 d'une troisième entreprise opérant dans le domaine des hélicoptères, non seulement au niveau national mais aussi international, et sa consolidation administrative et opérationnelle avec celles déjà possédées par le groupe permettront d'atteindre une plus grande efficacité au cours de la prochaine année.

Enfin, la création au sein des entreprises de transport routier de centres de profit et la mise en application de techniques administratives informatisées apporteront, nul doute, une force additionnelle au potentiel de rentabilité de Corporation Provost Ltée.

## au 30 novembre, en milliers de \$

	1980	1979
Immobilisations nettes	34 463	31 593
Actif total	56 344	46 020

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

\***Robert Provost**  
\***Jean-Paul Provost**  
\***Claude Provost**  
\***Rénald G. Schmidt**  
**Gilles Provost**  
**Michel Provost**  
**Raymond Gagné**  
**Wesley Hogg**  
**Rodolphe A. Leblanc**  
**Jacques Provost**

\*membres du comité administratif

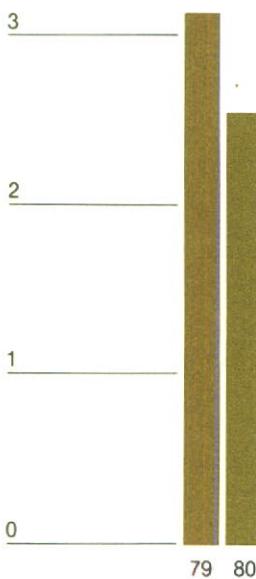
## OFFICIERS

**Robert Provost**, Président  
**Jean-Paul Provost**, Vice-président  
Chef de l'exploitation — Diversification  
**Rénald G. Schmidt**, Vice-président  
Directeur des finances  
**Claude Provost**, Vice-président exécutif  
Chef de l'exploitation — Transport routier  
**Rodolphe A. Leblanc**, Vice-président  
Directeur Ventes & Marketing  
**Gilles Provost**  
Directeur projets spéciaux  
**Claude Camirand**, Secrétaire-adjoint  
Directeur du Contentieux  
**Michel Provost**  
Président, Transport Équipement Inc.  
**Jacques Provost**, Vice-président  
Directeur des achats  
**Pauline Provost**, Secrétaire  
Directeur administratif

# INDUSTECH INC.

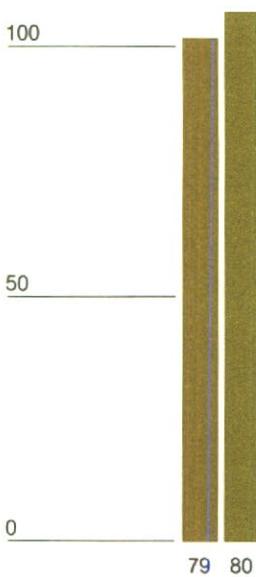
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en milliers de \$)



Industech Inc. est une entreprise manufacturière située à Victoriaville et spécialisée dans la fabrication d'équipements servant à l'entretien de réseaux routiers. Au cours de la saison hivernale, plusieurs produits Industech tels que les chasse-neige, ailes de côté ou les épandeurs d'agrégats circulent à travers le Québec servant au déblaiement de la neige ou à l'épandage d'abrasif. Dans ce secteur d'activité, Industech est une PME qui jouit d'une popularité des plus intéressantes.

Afin de maintenir cette cote enviable et de resserrer les contacts avec sa clientèle, Industech offre en plus des produits qu'on appelle «produits d'été» tels que benne de camion, mécanisme d'accouplement rapide pour chargeur sur roues ainsi que godet et fourche. Au cours de l'année 1980, un nouveau leader parmi les produits fabriqués par Industech a fait ses marques en particulier sur le marché américain. Il s'agit d'un équipement servant à la fois de benne de camion et d'épandeur d'agrégats. Cette benne basculante à double sens permet des économies appréciables dues à une utilisation possible de douze mois/an. Industech est le seul fabricant québécois pour ce genre d'équipement dont les ventes anticipées pourraient plus que compenser

pour la perte de volume (850 000 \$) que nous avons connue en 1980 suite à la disposition de notre département d'appareils et d'accessoires de soudure.

Également cette année, Industech est fier de présenter le dernier-né parmi la gamme de ses produits, «la benne à vidange». En effet, le compacteur à rebus, modèle Requin, fruit de nombreuses années de recherches, de voyages à l'étranger, d'études de brevet, fait son apparition sur le marché. Cet équipement, conçu et fabriqué par des «gars de chez nous», devrait se gagner plusieurs adeptes au cours des prochaines années.

Dans le but d'atteindre cet objectif, la direction d'Industech a alloué une partie plus importante de son budget pour la prospection de marchés. S'appuyant sur des produits dont l'âge est relativement jeune, Industech est bien confiant que des efforts de marketing soutenus devraient parvenir à contrer les effets d'une économie plutôt lente. Nous comptons qu'en débordant sur des marchés extérieurs, nous pourrons obtenir le volume nécessaire à une fabrication dont les coûts sont moins élevés et permettent d'attaquer les marchés avec des produits dont les prix sont agressifs.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	<b>2 569</b>	2 382
Passif à court terme	<b>1 537</b>	1 634
Fonds de roulement	<b>1 031</b>	748
Immobilisations nettes	<b>804</b>	838
Dette à long terme	<b>929</b>	945
Avoir des actionnaires	<b>790</b>	533

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Antoine Baril

Président

### Fernand Rivard

Vice-président

### Jeanne Taschereau

Secrétaire-trésorier

### Raymond Gagné

Administrateur

### Roger Roy

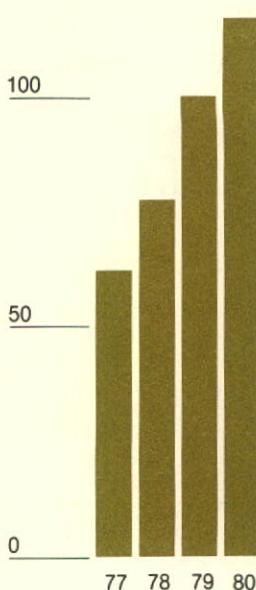
Administrateur

# CORPORATION DE GESTION LA VÉRENDRYE

et ses filiales

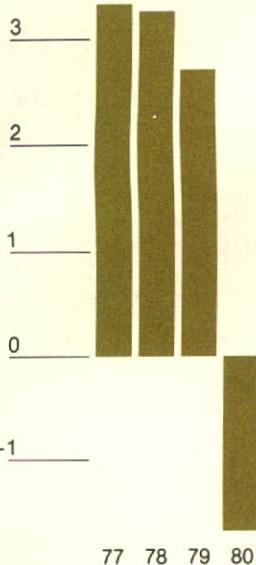
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



L'année 1980 fut, pour le groupe La Vérendrye, la plus décevante de son histoire. En effet, notre compagnie a subi une perte avant poste extraordinaire de 1 106 000 \$ comparativement à un bénéfice de 2 700 000 \$ pour 1979. Un contexte économique des plus difficiles et des taux d'intérêts très élevés en ont été les principales causes. Nos revenus se sont élevés à 116 957 000 \$ ou 17,2% supérieurs à ceux de 99 793 000 \$ en 1979. La contribution de notre division radiodiffusion pour douze mois comparativement à quatre mois en 1979 explique cette augmentation substantielle de nos revenus.

Malgré ce résultat, l'année 1980 aura quand même permis à toutes nos divisions de prendre de l'expansion et d'agrandir leur territoire. Notre division du transport routier s'est portée acquéreur de Cross Canada Carrier Corporation, A & H Express Lines (Canada) Limited, P. Dickson Trucking Ltd et Lane's Transport Ltd. Ce groupe de compagnies opère non seulement des permis de camionnage général entre Toronto et Vancouver, tout en desservant certains points intermédiaires au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, mais nous donne aussi un triple accès aux États-Unis via Sarnia, Detroit et Buffalo.

Notre division radiodiffusion, pour sa part, a reçu du Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications Canadiennes l'autorisation de desservir la rive nord de la péninsule de Gaspé, de Ste-Félicité à l'est de Matane jusqu'à Grande-Vallée, en partant de CFER-TV, à Rimouski. Nous estimons que la population additionnelle qui aura accès à nos émissions dans cette région est d'environ 50 000 et ce développement permettra de compléter notre réseau de télévision dans la vallée du St-Laurent.

Quant à notre division fabrication, elle a pris possession, au début de l'année, d'une usine que nous avons fait construire à Ville St-Laurent. Cette usine de 24 500 pieds carrés servira principalement à la construction de boîtes de camions et à la finition sur commande de semi-remorques afin de mieux répondre aux besoins spécifiques de notre clientèle. Nous avons, de plus, étendu notre territoire de vente jusqu'aux provinces de l'ouest où l'avenir semble être très prometteur.

Même si nous prévoyons que 1981 sera encore une année difficile au point de vue économique, le groupe La Vérendrye est confiant de réussir à améliorer ses positions dans les différents marchés qu'il dessert, et ce pour toutes ses divisions. Nos ressources humaines alliées à une meilleure structure financière permettront d'atteindre ces objectifs.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	41 989	41 519
Passif à court terme	27 847	27 557
Fonds de roulement	14 142	13 962
Immobilisations nettes	43 549	41 946
Dette à long terme	42 213	43 665
Avoir des actionnaires	28 929	22 719

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

- \***Guy Bernier**  
Président, Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec
- Arthur J.E. Child**  
Président, Burns Foods Limited
- \***Fernand Doyon**, Président du conseil Corporation de Gestion La Vérendrye
- Raymond R. Lacourse**  
Directeur du département des investissements en actions, Caisse de dépôt et placement du Québec
- \***Marc Lavigne**  
Président et Chef de la direction Corporation de Gestion La Vérendrye
- Marcel Marcotte**  
Directeur, Caisse populaire de Portneuf
- \***Jean Perron**  
Président et Chef de l'opération Normick Perron Inc.
- \***Michel Perron**  
Président du conseil et Chef de la direction, Normick Perron Inc.

## Normand Perron

Vice-président du conseil et Trésorier  
Normick Perron Inc.

**Paul Pommier**  
Vice-président, Lévesque, Beaubien Inc.

**D'Alton L. Sinclair**  
Conseiller, Peat, Marwick, Mitchell & Co.

**Julien Viens**  
Président, Soma Auto Inc.

\* membres du comité exécutif

## OFFICIERS

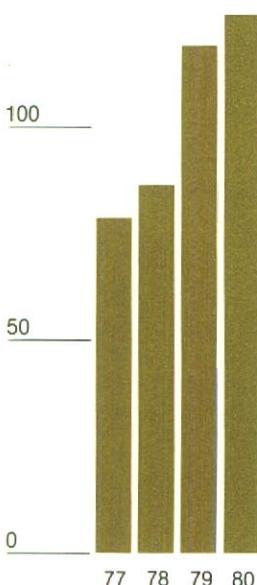
- Marc Lavigne**, Président et Chef de la Direction
- Yvan Dessureault**, Vice-président et Secrétaire
- Ghislain Bellehumeur**  
Vice-président, fabrication
- Wilbrod Bherer**, Vice-président, radiodiffusion
- Maurice Filiault**  
Vice-président, transport routier
- Léo Vanasse**, Vice-président, aviation
- Dominique Boutin**, Vice-président
- Jean-Marie Gagnon**, Vice-président
- Gilles Plante**, Vice-président  
administration & Trésorier

# NORDAIR LTÉE

et ses filiales

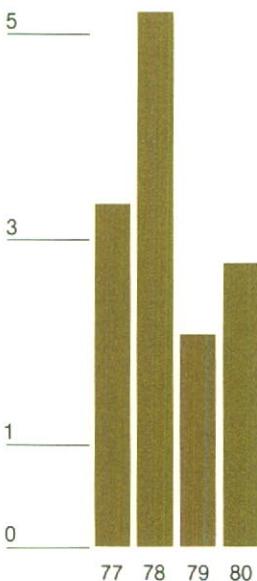
## REVENUS

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



## BÉNÉFICE NET

Exercices terminés  
le 31 décembre  
(en millions de \$)



Durant l'année 1980, Nordair a atteint ses objectifs. Les bénéfices après déduction d'impôt ont augmenté de 34% par rapport à 1979, et les bénéfices d'exploitation se sont accrus de 53%. Les bénéfices par action ont augmenté de 34%.

Les revenus bruts se sont accrus de 5,8% par rapport à l'année précédente, atteignant 125 088 000 \$; cette augmentation des revenus fut limitée par le retrait des deux DC-8 à la fin d'avril 1980, mettant fin à l'exploitation déficitaire de ces appareils. Les bénéfices nets furent de 2 742 000 \$ en 1980, soit 1,26 \$ par action. Les bénéfices d'exploitation en 1980 se sont élevés à 7 606 000 \$.

Ces succès furent rendus possibles par les mesures que nous avons prises pour améliorer les bénéfices là où nous avions le plein contrôle de nos dépenses. L'année fut par contre difficile dans la mesure où certains coûts, dont nous n'avons pas le contrôle, ont augmenté de façon imprévisible, comme ce fut le cas du carburant, des taxes d'aéroport, des pièces de rechange, et de certaines dépenses essentielles pour le service aux passagers. Nordair est le transporteur régional reconnu en Ontario, et les services supplémentaires qui y furent inaugurés en 1980 ont, dans une large mesure, contribué à l'accroissement des revenus.

Notre flotte compte maintenant deux avions Electra destinés à la surveillance des

glaces, trois FH-227 dont deux sont utilisés pour le ravitaillement de la ligne DEW, deux DC-8 qui seront loués ou vendus dès que les dispositions nécessaires auront été prises et onze B-737, dont deux ont été acquis en 1980 dans le cadre de notre plan à long terme. Les immobilisations de la Société ont augmenté de 15 884 000 \$ en 1980. Le rapport d'être/avoir des actionnaires était de 56/44 à la fin de l'année, ce qui est satisfaisant dans l'industrie aéronautique.

La diligence et la compétence de l'équipe de gestion ainsi que des employés ont été parmi les facteurs déterminants qui nous ont permis d'atteindre nos objectifs en 1980. Les contrats de transport des pèlerins vers la Mecque depuis divers points de la Libye ont contribué à ces succès. Le climat d'incertitude qui règne depuis deux ans au sujet du contrôle de la société a affecté le moral des employés à tous les niveaux.

Pour l'année 1981, nous prévoyons une augmentation de nos revenus nets par rapport à 1980. Notre objectif sera difficile à atteindre, compte tenu des conditions défavorables du marché, des augmentations importantes de tous les coûts d'exploitation, et d'une baisse possible du marché des vols nolisés.

Nous sommes néanmoins optimistes, et prévoyons que l'année sera, à nouveau, satisfaisante.

## au 31 décembre, en milliers de \$

	1980	1979
Actif à court terme	21 271	22 585
Passif à court terme	29 543	29 642
Fonds de roulement	(8 272)	(7 057)
Immobilisations nettes	80 801	71 653
Dette à long terme	27 985	25 753
Avoir des actionnaires	25 637	22 895

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

* <b>J.E. Douville</b> Air Canada
* <b>Roland G. Lefrançois</b> Nordair Ltée
* <b>André F. Lizotte</b> Nordair Ltée
* <b>Pierre J. Jeanniot</b> Air Canada
<b>Frank D. Newton</b> Wilson, Newton, Roberts & Duncan
<b>Paul L. Pelletier</b> La Société d'ingénierie Pelletier
<b>Marcel Plamondon</b> M. Plamondon Inc.
* <b>André A. Saint-Denis</b> Air Canada
* membres du comité exécutif

## OFFICIERS

<b>Roland G. Lefrançois</b> Président du conseil d'administration et Président du comité exécutif
<b>André F. Lizotte</b> Président directeur général
<b>Kurt P. Peiffer</b> Vice-président de groupe — administration
<b>Victor P. Pappalardo</b> Vice-président de groupe — services à la clientèle
<b>Joyce H. Miracle</b> Vice-présidente — finances
<b>John C. Morden</b> Vice-président — opérations de vols
<b>Jack W. Hughes</b> Vice-président — relations publiques et communications aux employés
<b>Ron L. Patmore</b> Vice-président — vente et marketing
<b>Robert L. Schatel</b> Vice-président — service des projets spéciaux
<b>Richard A. Wedge</b> Secrétaire



**mouvement des caisses  
populaires et d'économie  
desjardins**

